

Bertrand Bellanger futur patron de la Seine-Maritime

Dernière minute. Elu du canton de Mont-Saint-Aignan, Bertrand Bellanger, adhérent LREM, succèdera à Pascal Martin à la présidence du conseil départemental.

Deux tours de scrutin auront été nécessaires, tard hier soir, pour connaître le nom de celui qui succèdera à **Pascal Martin**, à la tête du conseil départemental de la Seine-Maritime. C'est finalement **Bertrand Bellanger** qui l'emporte au second tour face à **André Gautier**. Ils étaient quatre à se présenter à cette élection organisée au sein de la majorité départementale et rendue nécessaire après l'annonce du départ de l'actuel président vers le Sénat en remplacement de **Charles Revet**, en octobre prochain. **Patrick Chauvet** et **Michel Lejeune** n'ont pas obtenu suffisamment de voix pour accéder à la finale.

Jusqu'à présent dixième vice-président du Département, Ber-

trand Bellanger, 59 ans, élu de Mont-Saint-Aignan, devient le nouvel homme fort de la Seine-Maritime. Homme de droite, Bertrand Bellanger fut parmi les premiers élus du département à soutenir **Emmanuel Macron** en 2017. Désormais membre de La République en marche, ce cadre de Veolia, redevenu adjoint au maire de Mont-Saint-Aignan après une brouille avec la maire LR, **Catherine Flavigny**, va devoir tenir un rôle de dénominateur commun dans une majorité politique fragile et que Pascal Martin qualifie lui-même d'« hétéroclite ».

ST. S.

s.siret@presse-normande.com



Bertrand Bellanger succèdera à Pascal Martin. (Photo B. Maslard)

Les services fiscaux seront redéployés

Réforme. Quelle nouvelle organisation des services fiscaux, dans l'Eure comme en Seine-Maritime ? Les deux directions départementales ont fait le point hier, sous la bannière d'une réforme décidée par l'État, diligentée par **Gérald Darmanin**, ministre de l'Action et des comptes publics.

Directrice régionale des finances publiques pour la Seine-Maritime, **Fabienne Dufay** insiste sur la perspective d'un nouveau réseau de proximité à l'horizon 2022, sur « un redéploiement nécessaire, car les métiers et les usages évoluent ». Pour cela, le ministre de l'Action et des comptes publics, **Gérald Darmanin**, a lancé début juin une concertation sur l'évolution nécessaire du réseau. Elle va inclure les agents des services publics, l'encadrement, les élus... « Les agents seront accompagnés, formés, acquis à de nouvelles méthodes de travail, précise Fabienne Dufay. On est là pour s'adapter aux besoins des usagers ». Quels sont ces besoins ? Si nombre d'événements fiscaux (déclarations d'impôts, prélèvement à la source...) sont de plus en plus automatisés, dématérialisés, il n'en reste pas moins que les usagers ont des questions à poser, des points à éclaircir, des précisions à

obtenir, sans pouvoir ou vouloir recourir à l'outil informatique. « Alors la réflexion va porter sur la façon de les accueillir sur le territoire, ajoute Fabienne Dufay, avant d'esquisser un schéma pour la Seine-Maritime. Dans des lieux qui peuvent être des mairies, des CCAS ou encore les futures maisons « France service » voulues par le gouvernement, des agents des services fiscaux seront affectés par tranches horaires préalablement décidées. En Seine-Maritime, nous passerions de 42 communes où nous sommes déjà présents à 57. Vingt-trois communes de moins de 3 500 habitants seraient concernées, soit neuf communes de plus qu'aujourd'hui. En clair, chaque chef-lieu de canton sera couvert ».

Nouveau réseau, nouvelle logique, la directrice régionale insiste sur le fait que les permanences sont à bâtir, à définir, « sachant qu'il est préférable pour l'usager de prendre rendez-vous afin de ne pas attendre, et de ne pas risquer, par exemple,



Les services fiscaux de Seine-Maritime en ordre de marche pour 2022. (Photo M. B/P/N)

de faire face à ce type de réponse : il vous manque tel ou tel papier ! L'idée, par ce maillage, c'est de continuer à bénéficier de tous les canaux d'informations quand bien même le numérique est de plus en plus présent ».

Démarche « concertée »

Impôts, prélèvement à la source, changement de situation familiale, déménagement, échéance de la disparition de la taxe d'habitation... les agents redéployés répondront à ces

questions. De même qu'ils seront à l'écoute des collectivités territoriales, conseilleront les élus locaux sur la TVA... Avec l'ambition « de dégager les trésoreries pour plus de travail de proximité », renchérit la directrice régionale. Pour le personnel, Fabienne Dufay parle de « démarche concertée ». Dans les rangs des agents cependant, ce maillage nouveau cache des fermetures de trésorerie. Mais si des bâtiments physiques vont disparaître, « les points de contact seront multipliés », plaident les services fiscaux.

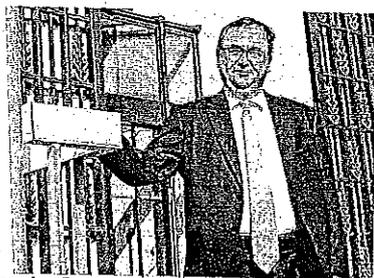
MARC BRAUN

m.braun@presse-normande.com

L'Eure veut jouer les bons élèves

En portant de 21 à 34 le nombre de points de contact, la direction départementale euroise assure mettre le service aux usagers en première ligne.

Dans un document de travail dévoilé hier par **Jean-Luc Brenner**, le directeur départemental des Finances publiques, l'Eure se veut un bon élève du réseau de proximité promu par le gouvernement. La phase de concertation débute à peine, mais l'objectif affiché est de porter de 21 à 34 le nombre de points de contact avec les usagers, qu'ils soient particuliers, entreprises ou élus. Selon le projet, des « accueils de proximité » ouvriront à **Étrépnay, Écouis, Fleury-sur-Andelle, Pont-de-l'Arche, Grand-Bourgtheroulde, Mesnil-en-Ouche, La Trinité-de-Réville, Mesnils-sur-Iton et Vexin-sur-Epte**; des « conseillers des collectivités



Jean-Luc Brenner (photo : V. L. G/P/N).

locales » proposeraient leurs services à **Douains, Thiberville** et au **Val-d'Hazey**.

Soit autant de zones pour l'instant délaissées. Officiellement, aucune fermeture de site n'est prévue. Les syndicats livreront leur version lundi.

UN REDÉPLOIEMENT « EN TROMPE-L'ŒIL »

Que « les services locaux des finances publiques aujourd'hui présents dans 42 communes, le soient demain dans 57 communes » de Seine-Maritime. Le ministère de l'Action et des Comptes publics lance une concertation pour la nouvelle organisation des services à l'horizon 2022. Dans l'Eure, ce serait 34 points de contact de la DGFIP (contre 21 actuellement) ; 31 dans La Manche (pour 23 aujourd'hui), 22 dans l'Orne (10) et 43 dans le Calvados (contre 27 actuellement). Voilà qui est alléchant ! Mais les syndicats sont déjà sur les rangs pour dénoncer « une réorganisation en trompe-l'œil ». Il est en effet évoqué des « points de contact », ce qui ne rassure pas les agents. **Fabrice Tavernier**, CGT Finances publiques, démonte l'annonce : « Dans la majorité des cas, ce ne seront pas des agents DGFIP, mais des agents territoriaux, dans des maisons France service ou lors de permanences dans des mairies, qui prendront les questions, mais ne pourront pas y répondre ! Il faut des compétences spécifiques ! On va fluidifier aux guichets, mais sans apporter les réponses aux gens... Et on nous annonce en plus 5 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique ! »

ANTHONY QUINDROIT

a.quindroit@presse-normande.com

Les usagers dieppois vont-ils voir disparaître un service public de proximité ? Dans le cadre d'un vaste plan de réorganisation des services fiscaux, la trésorerie municipale verra ses services profondément modifiés. Les administrés devront se rendre à Eu pour certaines démarches.

Par Emmanuelle PartouchePublié le 28/06/2019 à 11:14

Ils étaient une vingtaine hier (jeudi 27 mai) mobilisés devant le Centre des finances publiques de Dieppe. Sur des pancartes, ils ont affiché le parcours du combattant pour l'utilisateur si la réorganisation des services fiscaux est maintenue.

Près de 1000 trésoreries comme celle de Dieppe fermées d'ici à 2022

Il y a 10 jours, en effet, le Ministre des Comptes publics a annoncé la **fermeture de 989 trésoreries d'ici à 2022**. Dans un courrier adressé aux élus locaux début juin, Gérard Darmanin s'est voulu rassurant tout en justifiant sa décision : " Le maillage de la Direction générale des finances publiques est l'un des plus denses des administrations d'Etat, avec près de 3.600 points de contact pour les usagers." Il a assuré que **chacun aurait "accès aux services publics à moins de trente minutes"**.

Des "points d'accueil de proximité" sont censés prendre le relais des trésoreries classiques d'ici à 3 ans.

Les trésoreries représentent aujourd'hui le maillage de service public le plus dense juste après celui des écoles. Celle de Dieppe fait partie de la liste des 989 fermetures annoncées aux partenaires sociaux mi-juin.

Quel service public demain pour les usagers à Dieppe ?

Les salariés dieppois sont **inquiets pour l'avenir de leur métier mais aussi pour la qualité du service public rendu aux usagers**. Certaines compétences seraient ainsi transférées vers Eu. Pour régler sa facture de cantine scolaire, avec cette réforme expliquent les syndicats, impossible par exemple de se rendre à la trésorerie de Dieppe. Les usagers seront contraints de payer par internet ou de se rendre à Eu s'ils veulent payer en numéraire, situé à 31 km de Dieppe, soit environ 35 minutes de route.

Journal France 376 du 28 juin 19 -

Rives-en-Seine : les élus ont manifesté contre la fermeture des trésoreries à l'horizon 2022

Rives-en-Seine. Suite à l'annonce du gouvernement sur la possible suppression des trésoreries publiques, les maires des bords de Seine se sont rassemblés, vendredi matin, pour montrer leur mécontentement face à ce projet.

Eléonore SINOQUET

PUBLIÉ LE 08/07/2019 À 04:45

MIS À JOUR LE 08/07/2019 À 04:45

TEMPS DE LECTURE : 1 MINUTE



Les élus d'Arleaux-en-Seine, Vatteville-la-Rue, Notre-Dame-de-Billiquetuit, Louvetot, Saint-Aubin-de-Crétot, Rives-en-Seine et Narville ne veulent pas voir partir leur « trésor public ». (Photo Paris-Normandie)

Gérald Darmanin, ministre des Comptes publics, a informé, début Juin, les élus locaux d'une réorganisation complète des finances publiques à l'horizon 2022 sur l'ensemble du pays. En Seine-Maritime, même si ce n'est pour l'instant qu'un projet, les 38 trésoreries fermeraient, dont celle de Rives-en-Seine. Une annonce qui n'a pas du tout plu aux élus locaux qui, après une réunion de l'Amicale des maires, mercredi dernier, ont décidé de le montrer en manifestant, vendredi matin, à 8 h 30, ceints de leur écharpe tricolore, devant le centre des finances publiques de la commune nouvelle.

Leur disparition serait compensée par la création d'un point d'accueil, dans un local municipal. Les agents seraient regroupés dans des centres de gestion comptable et l'un d'entre eux serait spécialisé pour accompagner les communes. Encore flou, le fonctionnement des futurs « accueils de proximité » ne semble pas rassurer les élus, surtout que de nouvelles charges pèseraient sur les collectivités.

« Une disparition des services publics de proximité »

Mais, pour Bastien Corlton, ce projet ne passe pas. Il avait d'ailleurs représenté les maires le 21 juin dernier, en Préfecture, lors de la présentation de la nouvelle organisation des finances publiques dans le département. « *Ce service public de proximité est menacé de disparaître. Nous, les élus, nous y venons souvent avec nos secrétaires de mairie, notamment pour les suivis budgétaires de nos collectivités, et nos administrés ont besoin d'être reçus facilement, car les démarches administratives en matière fiscale sont complexes.* »

À plusieurs reprises, il a aussi exprimé l'inquiétude et le ressenti des élus et des habitants face à « *une disparition des services publics de proximité* ». À présent, des pétitions de citoyens circulent, des délibérations sont prises dans les conseils municipaux ou communautaires témoignant des inquiétudes face à une refonte des finances publiques. Comme sur la côte d'Albâtre, avec la possible suppression de la trésorerie de Saint-Valery-en-Caux et de celle de Cany-Barville. « *Au moment où les collectivités mettent en œuvre des politiques de développement durable et veillent à préserver l'utilisation des deniers publics, la fermeture des trésoreries imposerait aux usagers, aux administrations de multiplier les déplacements et notamment pour la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre de se rendre à Fécamp distante de 20 kilomètres* », ont exprimé les élus dans une délibération du conseil communautaire, le 12 juin dernier. Les élus ont également avancé l'argument que « *la disparition de services publics conduirait inéluctablement à la poursuite de la désertification des communes rurales, alors même que nos populations ont besoin de cohésion sociale et territoriale* ».

Quoi qu'il en soit, jusqu'en octobre, les services des finances publiques de Seine-Maritime entament une phase de concertation autour de la future carte des 57 points d'accueils et autres services fiscaux. Le centre des Impôts d'Yvetot ne serait, quant à lui, pas concerné par la réorganisation.

D'Andorre Andorre Spencer2

1/5

SCORE: 0/0

Et vous, connaissez-vous bien l'Andorre ?
90% de sa superficie est consacrée à des
espaces naturels.

Besoin d'un indice ?

VRAI

FAUX

BeOp utilise les cookies du navigateur pour fonctionner dans les meilleures conditions. En utilisant BeOp, vous acceptez que nous et nos partenaires utilisons des cookies pour des besoins analytiques, de comptage et de ciblage publicitaire. Plus de détails dans notre [Politique de confidentialité](#).

LES BONS PLANS. DJEPPE ROUEN LE HAVRE ELBEUF

Tous vos bons plans en Normandie sont sur
marché-privé.com

Constiller

Une note interne de la Direction des finances publiques sur la « transformation » du réseau des trésoreries détaille le service après-vente d'une réforme qui fait déjà des vagues.

La communication se voulait bien huilée. Après la présentation du nouveau réseau des services des impôts sur l'ensemble du territoire pour 2022, le ministre de l'Action et des Comptes publics est monté au créneau pour l'exemple en vue de la concertation avec les agents, leurs organisations et les élus qui doit courir jusqu'à octobre prochain. « Transférer la trésorerie dans une nouvelle structure de service public, ce n'est pas la fermer. Le service va rester. On va même le développer », affirme Gérard Darmanin dans les colonnes de *Ouest-France*, le 22 juin. Pour assurer sur le même ton le service après-vente d'une réforme qui fait déjà des vagues au niveau local, une note interne, que *l'Humanité* s'est procurée, a été envoyée à tous les directeurs régionaux et départementaux des finances publiques.

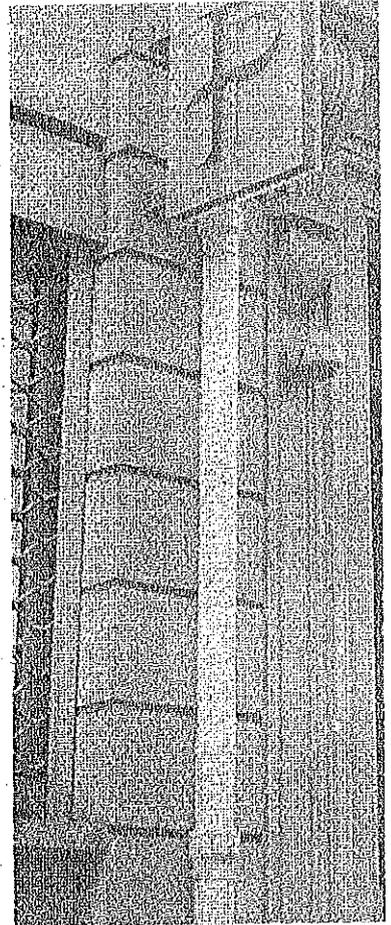
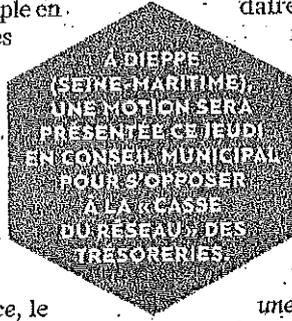
Il « s'agit bien du démantèlement de la DGFIP »

Si le document assure que « les mots-clés de la conduite de la concertation sont : progressivité, association, pédagogie, écoute, ouverture », il annonce surtout que « le projet de nouveau réseau de la Direction générale des finances publiques (DGFIP-NDLR) doit permettre de répondre à l'effort demandé en termes budgétaires et d'emplois autrement que par une logique de rabout indifférencié ». Soit une logique de rabout quand même. « Cette note confirme notre analyse », affirme Fanny de Coster, secrétaire générale de la CGT finances publiques. À savoir, poursuit la syndicaliste, qu'il « s'agit bien du démantèlement de la DGFIP » avec non plus des services de plein exercice sur le territoire mais « des permanences temporaires et réalisées par des agents non issus de notre administration ». « La communication gouvernementale met l'accent sur la présence de "points de contact", sans

préciser le fond du projet. Mais sa présentation est trompeuse : elle mélange l'évolution du réseau territorial de la DGFIP "proprement dit" et celle de "points de contact" généralistes, notamment les maisons France service », dont 500 ont été promises par le premier ministre, estime également Soli-

dares finances publiques. En la matière, la note interne se fait explicite. Dans les futures maisons France service, « l'accueil de premier niveau est assuré par l'animateur/agent polyvalent d'accueil lui-même (préalablement formé par la DGFIP), avec si possible une réponse à l'usage, peut-on lire. À défaut, une mise en relation avec un agent de la DGFIP sera organisée », y compris par téléphone ou en visioconférence. Au passage, il est aussi jugé « essentiel » de signaler « les communes où la fermeture d'une trésorerie libérerait un bâtiment qui pourrait opportunément accueillir une maison France service ». La boucle est bouclée.

Outre les citoyens, les collectivités territoriales pourraient aussi pâtir directement de cette réorganisation. Il est ainsi recommandé de vanter l'objectif d'une « meilleure qualité/permanence des tâches de gestion car ne dépendant plus de contingences (postes trop petits, disponibilité des "sachants", absences...) grâce à une équipe de taille significative et un encadrement renforcé ». Une concentration et un éloignement qui inquiètent plus d'un élu. En Seine-Maritime, les maires du Tréport, de Neufchâtel-en-Bray, de Forges-les-Eaux, d'Arques-la-Bataille, de Tôtes et de Dieppe se sont associés pour dénoncer la fermeture de « 46 trésoreries pour les remplacer par 17 services de gestion comptable sur (leur) territoire », et demander « la transparence » sur le « mouvement de suppressions d'emplois ». Une donnée qui, à en croire le « guide » de Bercy, pourrait se faire entendre : « La question du quantum de suppressions d'emplois (...) relève d'arbitrages



Selon le document, il s'agit de « répéter d'emplois autrement que par une

dans le cadre du contrat d'objectifs, moyens et de la préparation du projet de finance », précise celui-ci.

Les directeurs locaux des finances priés de rester discrets

D'ailleurs, les marges de manœuvre dées à la concertation sont des plus limitées. Pas à une contradiction près, on peut d'abord que « le ministre a insisté sur que la concertation était ouverte si semble des sujets », mais, dans la mesure que celle-ci portera sur « le lieu d'installation des services et de leurs antennes », en « nombre constant par à la carte d'entrée en négociation » augmentation devant être tranchée finalement. L'astuce gouvernementale fait croire à un réseau plus développé dans le point suivant : « Le lieu d'installation des points d'accueil de pro

Rassemblement devant le centre des finances publiques de Bolbec

Les agents sont « inquiets »

Les agents de Bolbec sont inquiets face à l'avenir. Ils ont marqué le coup en retardant l'ouverture du centre des finances publiques. Mais de seulement quinze minutes car ils ont « une conscience professionnelle ».

SERVICE PUBLIC

Une vingtaine d'agents du centre des finances publiques de Bolbec se sont rassemblés, lundi matin de 8 h 30 à 9 h 15, et ont distribué des tracts aux usagers qui ont trouvé le rideau baissé à leur arrivée.

« Ils se mobilisaient contre les projets de réforme de notre administration visant à réduire drastiquement la présence de nos services dans les départements ainsi

que la qualité du service dû aux usagers », indiquait l'intersyndicale des Finances publiques de Seine-Maritime.

Résidences contre point de contact

« L'administration veut instaurer la géographie revisitée qui tend à supprimer deux tiers des résidences dans le département et de les remplacer par des points de contact », informait Daniel Legrand de Solidaires Finances

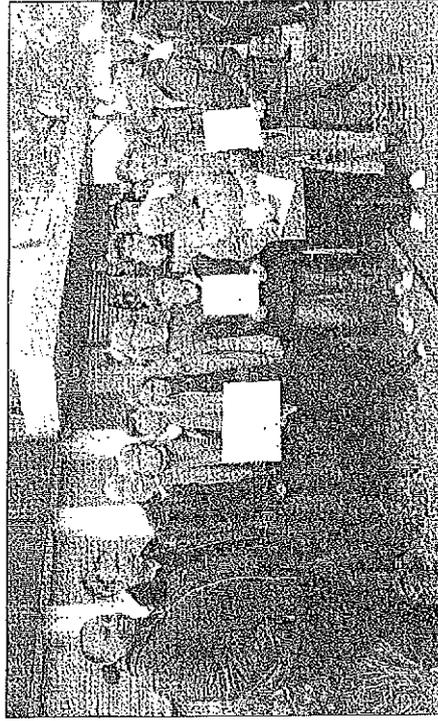
Publiques. Le centre des finances publiques de Bolbec est-il concerné ? « On ne le sait pas encore. Les annonces vont arriver dans les semaines qui viennent. C'est pour cette raison qu'on se rend dans toutes les résidences, petites ou moyennes, du département. On était à Yvetot le 30 avril ».

Pour Hervé Pinel de FO Finances Publiques, « cette réforme s'inscrit dans la transformation de la fonction publique qui vise à détruire les services publics de proximité ». D'autres manifestations ont d'ailleurs eu lieu à Rouen, Dieppe et Le Havre, hier, pour la dénoncer.

« L'importance des services publics de proximité »

Lundi matin, les usagers arrivaient les uns derrière les autres et une queue d'une trentaine de personnes s'est formée rapidement. « On voit l'importance des services publics de proximité. Si cette résidence disparaît, ces usagers devront se rendre au Havre. C'est du temps et de l'argent », estimait Daniel Legrand.

« Les usagers sont en demande d'un service. Le prélevement à la source a été mis en place mais certains n'ont pas les mêmes informations sur leur déclaration et sur Internet. Ils viennent donc demander des renseignements et



Les agents se sont rassemblés avec les représentants des syndicats

une mise à jour de leur dossier », soulignait Hervé Pinel.

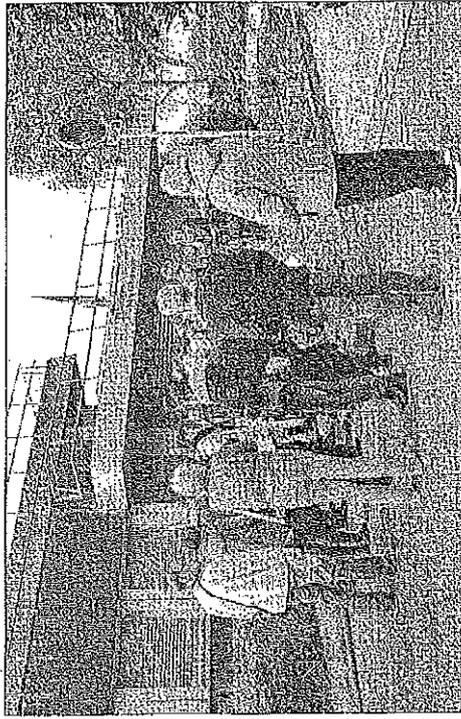
« Nos responsables veulent supprimer des services publics de proximité pour inciter à aller sur Internet », rajoutait le représentant de Solidaires Finances Publiques.

« Ça me ronge... »

« Quand on voit ce qui arrive dans d'autres départements, on est inquiet. On craint pour l'après-demain, reconnaissait un agent, qui souhaitait garder

l'anonymat. On a déjà perdu la moitié de nos effectifs en 13 ans. Heureusement, entre collègues, on est solidaires. On est conscient que les usagers ont besoin de nous. Je suis également concerné. J'en ai marre des portes closes. On se fait disputer car il n'y a qu'une seule ligne de téléphone ouverte. Ça me ronge... ».

Le centre de Bolbec ouvre normalement à 9 heures. « On reprend le service à 9 h 15 car on ne veut pas pénaliser les usagers plus longtemps. On a une conscience professionnelle ».



Une queue s'est rapidement formée